

Avec près de 50 millions d'habitants et une position stratégique près de la mer Rouge et de l'éponge à pétrole qu'est la péninsule arabique, cet Etat plurimillénaire, qui n'a connu de la colonisation que la brève mais brutale occupation italienne, a toujours été ménagé par l'Occident. Et ce indépendamment de la nature des régimes qui se sont succédés: celui du Roi des rois, Haïlé Sélassié, de son succes-

scrutins y compris des législatives du 7 mai dernier? La commission internationale des juristes fournit des éléments à cet égard. Dans un rapport daté du 28 avril, elle soulignait que la transparence risquait d'être affectée par l'emprisonnement d'opposants et par les entraves à l'accès aux médias audiovisuels par les partis d'opposition. En fait, selon Negede Gobazé, représentant en Europe de la Coali-

rar et Addis-Abeba. A eux seuls, les 40.000 Hararis peuvent bloquer toute volonté de changement. Or, la constitution actuelle contient une disposition abolissant la propriété foncière, qui est contestée par une partie de la population.

L'ensemble de ce dispositif, estime Negede Gobazé, apparente les institutions éthiopiennes, dont le département d'Etat américain célèbre

ÉTHIOPIE

Un reliquat stalinien canonisé par l'Occident

seur le colonel Mengistu ou du président actuel Meles Zenawi. Cette fois encore, on n'a guère entendu de critiques, dans les chancelleries occidentales, à propos du déroulement du scrutin. Plutôt l'expression de la satisfaction.

Rien d'étonnant: même durant l'idylle de l'Éthiopie de Mengistu avec la défunte Union soviétique et Fidel Castro, les Etats-Unis et, dans leur sillage, les puissances européennes n'ont jamais soutenu les indépendantistes érythréens par exemple. Aujourd'hui, c'est la proximité du Soudan contrôlé par la junte islamiste qui vaut à Addis-Abeba toutes les mansuétudes.

L'*Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front* (EPRDF) au pouvoir, dont l'ossature est constituée par les ex-guérilleros du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), fervents déclarés jusqu'il y a peu du modèle albanais d'Enver Hoxha, n'a pourtant pas hésité à recourir à des procédés peu orthodoxes lors des élections régionales de 1992 pour marginaliser les autres forces du pays. Parmi celles-ci, le Front de libération de l'Oromo, l'autre mouvement de guérilla qui a combattu la dictature de Mengistu.

Hégémonie

Il en est résulté une hégémonie de l'EPRDF lors de cette consultation-là mais au prix du retour de la guerre civile dans la région de l'Oromo. En juin 1994, rebelote: une assemblée constituante a été élue sur le même principe et l'opposition a boycotté le scrutin. Comment l'EPRDF s'est-il assuré cette hégémonie lors de tous les

tion des forces démocratiques éthiopiennes (COFDE), la libre expression n'est garantie que dans la seule capitale Addis-Abeba. Et encore: depuis l'avènement du nouveau pouvoir, il y a toujours quelques journalistes qui se morfondent en prison pour avoir trop chatouillé la susceptibilité du Prince. Souvent Amnesty parle de tortures. De surcroît, explique Negede Gobazé, dans un pays d'une aussi grande variété ethnique, le choix du scrutin

Quatre ans après le renversement du «Négus rouge», Mengistu Haïlé Mariam, le processus de transition démocratique a été officiellement parachevé par les élections législatives et régionales du 7 mai. Bien hardi toutefois qui affirme que la fin de la transition signifie l'avènement de la stabilité...

uninomial au détriment du système proportionnel ne contribuait pas dès le départ à assurer une représentation fidèle de la population dans les nouvelles assemblées: le Conseil des représentants du peuple (CRP) et le Conseil fédéral, sorte de Sénat.

Autre grief: les possibilités d'amendement de la nouvelle constitution apparaissaient quasi nulles à l'opposition dont le ténor est le docteur Beyene Petros, président de la Coalition des peuples du Sud. Une majorité des deux tiers du CRP et du Conseil fédéral est requise en plus de la majorité simple de chacune des neuf régions du pays et des deux villes à statut spécial: Ha-

pourtant les vertus, à celles qu'incarnait le Soviet suprême de l'ex-URSS. C'est pourquoi l'opposition a boycotté le scrutin du 7 mai, explique-t-il, d'autant que le pouvoir s'est refusé à satisfaire l'un des préalables introduits par ses challengers: la libération du dirigeant de l'AAPPO, l'Organisation populaire de tous les Amharas, le professeur Asrat Woldeyes, et d'autres opposants.

Irrégularités grossières

A aucun moment au demeurant, selon Gobazé, le gouvernement n'a fait vraiment montre de son vouloir d'élections vraiment libres. Les seuls opposants au sein de la constituante élue en 1994, deux candidats indépendants, n'ont pas pu se représenter cette fois bien qu'ils aient recueilli plus de signatures que le minimum requis. Le pouvoir en place a allégué la présence parmi ces signatures de morts, de mineurs d'âge et d'étrangers, ou le fait que les noms de certains signataires n'étaient pas complets pour invalider les listes nécessaires au dépôt de ces deux candidatures. Quant à la seule formation d'opposition qui ait participé aux élections, l'*Ethiopian National Democratic Party*, dont une dizaine d'observateurs ont été arrêtés le 7 mai, elle a dénoncé des «irrégularités grossières».

Au bout du compte importe moins le résultat final, un raz-de-marée du parti au pouvoir, que la manière dont il a été acquis, en matière de participation, notamment. La combinaison de ces deux éléments amène Gobazé à redouter le pire. En effet, elle fait apparaître une distorsion entre le poids des ethnies

respectives et leur représentation dans les diverses assemblées. Ainsi chez le groupe le plus important, celui des Oromos (40 % de la population), les citoyens risquent de ne pas se reconnaître dans les élus de l'EPRDF et de ses satellites, d'autant que l'un des partis les plus importants de la région, le Front de libération Oromo, qui a repris la guérilla, n'a pas participé aux élections.

Un phénomène de même nature est constaté dans les régions où domine le second groupe du pays, celui des Amharas. Là aussi, l'une des principales formations, l'AAPO, ne se présentait pas aux suffrages des électeurs. Ce « fossé » entre élus et citoyens est accentué par le fait que l'EPRDF et ses satellites sont perçus comme une coalition largement dominée par les Tigréens, groupe minoritaire qui ne compte tout au plus que cinq millions d'habitants mais détient l'hégémonie dans l'armée nationale.

Cette situation fait des anciens soldats de Mengistu, humiliés par leur défaite, des rebelles potentiels. Or, les programmes de reconversion des soldats entrepris notamment sous l'égide de l'agence de coopération allemande, la GTZ, ne concernent qu'au maximum 15 % des quelque 500.000 hommes de troupes de l'armée de l'ancien dictateur. Depuis quelque temps d'ailleurs, ces militaires démobilisés se livrent à des actes de banditisme. Et, preuve que le pouvoir n'a pu asseoir totalement son emprise sur toutes les régions du pays, les élections dans les régions de l'Ogaden et de l'Afar ont dû être reportées.

Le Malin

Mais il y a plus grave, estime Nege-de Gobazé. Les difficultés créées aux partis qui préconisent une alternative pacifique risquent d'avoir pour effet d'encourager les partisans de la violence. Et ce, d'autant plus, souligne Gobazé, que « la communauté internationale, en ne prenant pas ses responsabilités, a renforcé l'arrogance du pouvoir ».

Outre l'OLF, ces tenants de la manière forte sont représentés à travers une kyrielle de mouvements de guérillas à caractère plus ou moins ethnique, dont l'*Afar Liberation Front* (AFL) qui s'est récemment distingué par le rapt d'expatriés italiens. Dans l'est du pays, à Dirédaoua, à la veille du scrutin, deux attentats à l'explosif, ont fait quinze victimes. Ils n'ont pas été revendiqués mais, selon la *Lettre de l'océan Indien* de Paris, généralement bien informée, ils pourraient être le fait d'un mouvement de création récente, l'*Islamic Front for the Liberation of Oromia* (IFLO).

Ce danger d'une récupération des sentiments de frustration, issus de la marginalisation de l'opposition dans les institutions, inquiète les diplomates. D'autant que la communauté musulmane nationale, dont le nombre officiel est tabou, est travaillée par des intégristes formés au Pakistan et en Arabie saoudite. Déjà, en mars, deux grenades ont été lancées sur un bâtiment de l'*US Aid* à Addis-Abeba, la semaine

Des tenants de la manière forte ont repris les armes en Ethiopie.

même où les autorités annonçaient la tenue de manœuvres militaires conjointes. Coïncidence? A la même époque, le dirigeant de l'IFLO, le cheikh Jara Aba Gedda, réputé pour son hostilité envers les Etats-Unis en raison de leur appui à Zenawi, a cité ce verset du Coran: « Celui qui soutient ou encourage des actions du Malin en partage l'indignité ». Ambiance...

François Misser

